

## Une inconséquence durable?

Paul Chamberland

Volume 34, Number 6 (204), December 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31439ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Chamberland, P. (1992). Une inconséquence durable? *Liberté*, 34(6), 107–116.

---

# EN NOUVELLE BARBARIE

---

---

PAUL CHAMBERLAND

## UNE INCONSÉQUENCE DURABLE?

*L'écologie est subversive, car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central selon lequel notre destination est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains. Cette logique est absurde en elle-même et conduit à une impossibilité physique à l'échelle de la planète puisqu'elle aboutit à détruire ses propres présuppositions.*

Cornélius Castoriadis<sup>1</sup>

«Enweille, fais-la plier la branche, casse-la, casse-la!» dans un sentier au mont Royal. Il lance son vélo à toute allure, les deux autres sur les talons, manque de heurter un promeneur, crache gras et dégage son regard «ôte-toé-de-là», fonce derechef. D'autres. Boivent de la bière, mangent des chips dans le boisé, chiffonnent et jettent les sacs, fracassent les bouteilles vides contre les rochers, «oueille, c'est platte icitte, on décrisse». Le jus d'acide coule dans la rivière à plein tuyau, «les poéssons c'pas notre problème». «Des coupes à blanc, qu'i disent, nous on est toujours ben pas pour couper dans notre chiffre d'affaires, faut produire, pis à part ça y a assez de nonos pour replanter aux frais des

---

1. «Le capitalisme est-il soluble dans l'écologie?», *Le Nouvel Observateur*, coll. «Dossiers», *Demain la Terre*, 11, juin 1992, p. 16-17.

contribuables.» «Le barrage de Grande-Baleine, i toucheront pas à ça, le reste on s'en fout pas mal, mais les gros contrats d'aluminerie c'est sacré, pis que les Cris viennent pas mettre des bâtons dans les roues, pa'ce qu'on va les faire plier, les casser, les noyer avec leu's arbres pis leur gibier. Après tout, on est toujours ben pas pour faire du Québec un grand jardin.»

J'observe, et je suis bien forcé de constater: généralement on ne veut pas voir, on se bouche les yeux, on fait comme si. Comme si le «problème écologique» en était un parmi d'autres — *on ne fait pas le lien*. Il y a quelques années déjà que la Commission Brundtland l'a soigneusement établi, ce «lien», dans son rapport, *Notre avenir à tous*<sup>2</sup>. Entre développement et environnement; avec en vue ce qu'elle a désigné comme «développement durable». Ces appellations ont été avalées par la langue de bois; politiciens et promoteurs se les farcissent allègrement depuis. Rambush s'était en début de mandat autoproclamé le «président de l'environnement»: observez plutôt la misérable dérobade de la délégation américaine au Sommet de la Terre à Rio en juin 1992.

J'observe des comportements. Ceux des gouvernements ou des collectivités comme ceux des individus: mesurée aux protestations de vertu, l'inconséquence est flagrante. C'est ce que j'ai voulu suggérer en proposant d'entrée de jeu ma traduction libre de certaines façons de faire ou de penser (la dernière phrase de ce petit exercice en est une, telle quelle, de premier ministre). La grossière agression, l'irrespect, le mépris de l'autre, la vulgarité crue, sûre d'elle-même, font partie du «problème écologique», ce

---

2. Publié aux Éditions du Fleuve, Québec, 1989. Je cite un extrait (p. 27). «C'est donc à l'ensemble des nations qu'il appartient d'agir pour modifier les tendances actuelles et pour rectifier le système économique international de façon qu'il n'ait plus pour effet d'augmenter, mais de diminuer les inégalités et le nombre des pauvres et des affamés.»

qu'on n'est guère porté à prendre en considération. La dernière appellation, comme celles que j'ai relevées plus haut, ne prédispose pas à penser en ce sens; elle inclinerait plutôt à cette somnolence provoquée par le discours expert, aseptisé — si aisément «récupérable» pour la mauvaise foi et la duplicité. Comment nous y prendrons-nous pour aborder de front la situation?

Recourir à la sémantique serait peut-être de quelque profit. Je propose une permutation d'énoncés. Le vivant — humains, animaux, plantes et, avec eux le sol, l'air et l'eau qui forment leur milieu — subit présentement l'assaut d'hommes qui s'entêtent à soumettre la biosphère à une exploitation effrénée et ce pour garantir leurs profits et leur domination. Ces nantis trouvent dans la complicité ou l'inertie des uns et dans l'impuissance et la détresse des autres les conditions propices à l'expansion et au renforcement de leur «ordre mondial». L'état d'urgence planétaire, la misère effroyable du Sud, la surpopulation, la violence incontrôlée du capitalisme mondial, la dégradation de la vie en société, pourrait-on dissocier ces phénomènes? La tournure d'esprit «sectorielle» est pour le moins insuffisante.

Que conclure d'autre après avoir lu attentivement *Notre avenir à tous?* D'autres sources sont accessibles. *L'État de la planète*, par Lester R. Brown (1990), *Questions de survie*, *La Révolution mondiale a commencé* (1991)<sup>3</sup>. Entre bien d'autres documents. Du dossier du *Nouvel Observateur*, «Demain la Terre», j'extrais à l'instant un passage de l'article de l'écrivain Rachid Boudjedra:

3. Lester R. Brown, *L'État de la Planète*, Éd. Economica, 1990. Club de Rome (Alexandre King et Bertrand Schneider), *Questions de survie*, *La Révolution mondiale a commencé*, Éd. Calmann-Lévy, 1991.

---

*Les 10 milliards d'hommes qui peupleront la planète dès le début du XXI<sup>e</sup> siècle sont tous des futurs prédateurs en puissance. Ils dévoreront l'écorce terrestre, boiront tout l'ozone qui reste dans l'atmosphère et détruiront tous les équilibres naturels. Les riches pour mieux s'enliser dans les délices de la consommation insondable. Les pauvres pour gratter quelques subsides nutritifs<sup>4</sup>.*

Quand M. Jean Paré titre son éditorial du 1<sup>er</sup> juin 1992 dans *L'actualité* «La science: non coupable», et en détache tout de suite cette affirmation: «La victoire sur la pollution commence par l'information scientifique... et pas de la sorte "à-soir-on-fait-peur-au-monde"». Quand il écrit dans le corps du texte: «Il est difficile de suivre ceux qui disent que la planète se meurt et que la situation empire chaque jour.», reconnaissant qu'il y a tout de même des problèmes, — pour la forme, a-t-on l'impression, puisqu'il ajoute tout de go que «Les gouvernements se donnent des lois, des moyens.» Il y a de quoi être décontenancé. Je ne commente pas. Je préfère opposer à ces propos la citation du philosophe Hans Jonas, que je prélève d'un article de Jacques Decornoy:

*La prophétie de malheur est faite pour éviter qu'elle ne se réalise; et se gausser ultérieurement d'éventuels sonneurs d'alarme en leur rappelant que le pire n'est pas réalisé serait le comble de l'injustice: il se peut que leur impair soit leur mérite<sup>5</sup>.*

Je n'ai pas l'impression que M. Paré apprécie particulièrement un «alarmiste» comme René Dumont. Qui, dans

---

4. «Planète des riches, terre des pauvres», *op. cit.*, p. 60-61.

5. Hans Jonas, *Le Principe Responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique* (Éd. du Cerf, Paris, 1990), cité par Jacques Decornoy, «L'exigence de responsabilité», dans «L'Homme en danger de science», *Le Monde diplomatique*, coll. «Manière de voir», 15, p. 21.

son dernier ouvrage, *Cette guerre nous déshonore*<sup>6</sup>, «fait des liens» en produisant une abondante documentation et de nombreux témoignages. Je résiste d'avance à la tentation de rendre compte de cet ouvrage comme il conviendrait, c'est-à-dire largement. La guerre du Golfe y est considérée dans la juste perspective, celle qui prend en compte l'interdépendance étroite de tous les éléments de la situation planétaire.

À propos de cette guerre, Dumont raconte un événement, peu connu me semble-t-il. À l'automne 1990, des femmes arabes affrètent un bateau chargé de vivres et de médicaments destinés aux enfants du Koweït et de l'Irak. Parvenu à destination, le bateau est attaqué, le lendemain de Noël, par des paras américains, britanniques et australiens...

*Après avoir molesté femmes et enfants, les paras lancèrent des grenades lacrymogènes et aveuglantes, blessant 65 personnes; deux femmes enceintes firent une fausse-couche. Femmes et enfants ont été détenus pendant dix heures dans des cabines privées de ventilation. Les paras ont alors déchargé les médicaments et les aliments destinés aux enfants d'Irak et du Koweït. Il s'agit là d'un véritable acte de piraterie...<sup>7</sup>*

Lorsque Saddam Hussein met le feu aux puits de pétrole du Koweït, la «communauté internationale» réproouve avec la plus vertueuse indignation ce «crime écologique». Quand les Américains détruisent une grande partie de l'infrastructure agraire et énergétique de l'Irak, ravageant l'«environnement» de ce pays et vouant tout un peuple à la misère, cette même communauté se tait.

6. René Dumont, *Cette guerre nous déshonore*, Paris, Éd. du Seuil, coll. «L'histoire immédiate», 1992.

7. *Op. cit.*, p. 41-42. Le souligné est de l'auteur. Dans toutes autres occurrences semblables, ce sera le cas.

Maintenir au plus bas le prix du pétrole. En contrôler le cours. Tous les moyens sont bons. Une guerre au besoin — les alibis ne manquent pas.

*La guerre du Golfe a permis aux pays industrialisés d'atteindre l'un de leur objectifs cachés: fin 1991, les prix étaient bas. Les États-Unis sont désormais en mesure de garantir la sécurité de leurs importations à un prix qui leur permet de conserver le record mondial de pollution: 5 tonnes de carbone par habitant et par an. Envoyées dans une atmosphère qui pourtant ne leur appartient pas<sup>8</sup>!*

Nous tenons pour évidente l'équivalence entre démocratie et (néo)libéralisme économique. Quiconque contestera la légitimité de ce «nouvel ordre mondial» passera pour un nostalgique du communisme ou un tenant du totalitarisme.

*Le monde riche (...) compte à peine 15% de la population du globe; mais il contrôle 80% de ses ressources. (...) Si la Nomenklatura soviétique a disparu (...) voici que s'affirme autour du G7, du FMI, de la Banque mondiale, ce que je ne crains plus d'appeler la nouvelle Nomenklatura, celle du monde riche<sup>9</sup>.*

*Les privilèges de la jet-société, cette partie la plus riche de notre Nomenklatura, sont infiniment supérieurs à ceux de la cour de Louis XIV. Tout lui est permis — ce qui élève les inégalités sociales à l'échelle mondiale à des niveaux absolument inacceptables pour qui se prétend, ou se proclame, démocrate<sup>10</sup>.*

---

8. *Ibid.*, p. 127.

9. *Ibid.*, p. 152.

10. *Ibid.*, p. 157.

L'UNICEF estime que, chaque année, 500 000 enfants meurent du seul fait de la dette et des «ajustements structurels» (un joyau de la langue de bois). Dumont relate l'anecdote suivante. Trois petits enfants d'Afrique sont venus à la Banque mondiale — où on les a reçus — apporter leurs tirelires pleines de piécettes «à titre de remboursement de la dette de leurs pays»; ils se sont excusés: «On ne peut pas vous donner plus<sup>11</sup>».

Ailleurs, Dumont cite des passages du rapport des ONG du Sud sur l'inégalité Nord/Sud, document présenté lors d'une réunion mondiale récente. En voici un extrait:

*Le système financier mondial, pour les pays du Sud, se traduit par le transfert d'environ 50 milliards de dollars vers les pays du Nord chaque année, par une fuite des cerveaux dont le coût s'élève à plus de 200 milliards, par une détérioration des termes de l'échange et par la mise en place de mesures protectionnistes dans les pays industrialisés<sup>12</sup>.*

Les savants viennent de nous faire savoir que l'effet de serre est irréversible, «dût-on interrompre dès maintenant la circulation automobile<sup>13</sup>».

*En acceptant le fait que l'automobile privée est responsable de la dispersion urbaine, on peut alors estimer qu'elle est responsable d'environ 50% de la consommation énergétique en Amérique du nord et dans les pays riches d'Europe. Dans les pays occidentaux, il n'existe pas de scénario de basse consommation énergétique sans une réduction de l'utilisation de l'automobile privée<sup>14</sup>.*

11. *Ibid.*, p. 162.

12. *Ibid.*, p. 182.

13. *Le Devoir*, jeudi le 19 septembre 1991.

14. *Notre avenir à tous*, p. XVII du liminaire.

Quelques mois avant le Sommet de Rio, alors que les chefs d'État se préparent à signer la Convention sur le changement climatique, le secrétaire d'État à l'Environnement refuse d'entendre parler de contraintes. «Pour le meilleur ou pour le pire, déclare-t-il alors, les Américains sont mariés à leurs automobiles<sup>15</sup>.» Non, ce n'est pas une réplique tirée d'un film d'anticipation.

Vissés conjugalement à nos automobiles, nous préférons nous boucher les yeux et ignorer que le pire s'est déjà installé au volant de la planète. Cet aveuglement collectif n'atteint-il pas au grotesque lorsque nous nous inquiétons avec attendrissement du sort d'un bébé béluga, alors que nous persistons à *ne pas changer nos façons de faire*<sup>16</sup>?

Butés, et crispés comme la pince d'un crabe sur le gain immédiat, ces marchands de l'avenue du Parc qui s'objectent au projet de voie réservée au transport en commun. Pensez donc, la perte de 150 places de stationnement va les conduire à la ruine. Et le fait de stationner dans les rues avoisinantes va augmenter de façon «déraisonnable» la distance à parcourir à pied par leurs clients! *Dixit* Jérôme Choquette, qui représente les marchands. Qui déplore («néfaste») la perte de 80 000 dollars annuels recueillis grâce aux parcomètres! La planète pour ma galette<sup>17</sup>!

Avec la subtilité qui le distingue, l'ex-maire d'Outremont prétend exprimer la pensée des usagers en déclarant qu'ils n'ont jamais souhaité une amélioration du circuit 80 de l'avenue du Parc! Déclaration qui fait du reste étroitement écho à celle du ministre Sam Elkas au moment où Québec supprimait la subvention à la STCUM. Lui aussi, assuré de bien connaître le fond de leur pensée, prétendait crûment, paisiblement, que les usagers du transport en

---

15. *Le Devoir*, mercredi le 19 février 1992.

16. *La Presse*, dimanche le 9 août 1992, en première page.

17. *Le Devoir*, vendredi le 31 juillet 1992 et *Le Journal d'Outremont*, août 1992.

---

commun étaient capables de souffrir des diminutions de services sans se tourner vers d'autres (!) modes de transport. «Des attentes de 10 minutes de plus (au coin de la rue), je pense que les gens vont comprendre<sup>18</sup>.»

Tant de vulgarité, étalée de si haut surtout, il est difficile de nier qu'elle ne «fasse partie du problème».

À ce point de ma réflexion, je repense à cette ordure publicitaire que j'ai vue il n'y a pas longtemps à la télévision: un groupe de ventres, militants du Big Mac, envahissant la place publique pour y roter leur slogan: «On veut du bacon!» Je ne saurais trouver meilleure illustration de cette chose épaisse, apparemment inamovible, et qui, pour cette raison, est fichée au cœur même du problème: dans les faits, et complètement à rebours de nos valeureuses déclarations, nous ne faisons à peu près rien pour *changer nos habitudes de gavés, de surconsommateurs*, devenues incompatibles avec le cours actuel des choses.

*C'est nous, le problème.* Notre résistance au changement. Malgré l'urgence, et la brusquerie avec laquelle nous saisit, inéluctable, l'alternative: «la contrainte ou la mort». Notre inconséquence ne requiert pas d'explications ardues: l'ampleur des transformations à réaliser, les durs coups à porter à nos habitudes, individuelles et collectives, l'irrésolution des faibles. (J'inscris ici un long silence.) Nous n'aimons guère soutenir la vue de la balance qui mesure, à l'enjeu désigné, des inconvénients à tout prendre supportables si nous les comparons au gâchis que nous sommes en train de refiler à nos enfants. «Oui, l'heure nouvelle est au moins très sévère.» Faut-il dire: lâcheté? Ou: désarroi? Est-ce que le déni, effectif, de responsabilité ne contredit pas l'exigence de rationalité?

En peu d'années René Dumont, pour formuler l'alternative, substituait «la contrainte ou la mort» à «l'utopie ou

---

18. *Le Devoir*, jeudi le 10 octobre 1991.

la mort». Je n'ai jamais cessé de rêver à ce qu'évoque ce mot, désormais sous rature, comme on dit sous scellés. Et pourtant... Est-ce que la tâche éreintante commandée par l'urgent changement ne serait pas dans une certaine mesure allégée si nous nous accordions la perspective d'un recommencement du monde? Saisi au radical, le mot «écologie» rappelle à notre détresse la maison (*oikos*). Aujourd'hui la Terre est une seule maison. La solidarité entre les vivants qui l'habitent et la font n'est-elle pas devenue un impératif?

Autre chose et la même. Nous y tenons, à la démocratie, comme à la prune de nos yeux. Croyons-nous qu'un monde féroce et inégalitaire, cassé en deux de toutes parts, et rudement sinistré, en réservera encore les conditions d'exercice? Je termine avec ces mots d'un autre «alarmiste»:

*Si l'on délègue le choix des nouvelles orientations à ceux qui sont au pouvoir grâce à leur goût du pouvoir et à leur conformisme, il est très probable que les choses évolueront selon la pente naturelle et que s'établira peu à peu un ordre mondial sur le modèle de la société pharaonique: quelques «princes» ayant toutes les prérogatives, jouissant de tous les privilèges, et une masse d'«esclaves», obéissant et se contentant de ce que les princes leur allouent<sup>19</sup>.*

---

19. Albert Jacquard, *Voici le temps du monde fini*, Paris, Éd. du Seuil, 1991, p. 178.